

Le député Adrien Morenas vient prendre la température sur l'eau

Le député du Vaucluse et président rapporteur de la mission d'information sur la ressource en eau est venu hier à Porto-Vecchio consulter les élus et les acteurs de l'eau pour alimenter la réflexion sur sa future proposition de loi

Au mois de juin, Adrien Morenas, président-rapporteur de la mission d'information parlementaire sur la ressource en eau, a rendu son rapport devant la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire à l'Assemblée nationale. Un travail de neuf mois qui se poursuit aujourd'hui à travers une consultation des citoyens et des territoires pour aboutir à une proposition de loi en octobre.

C'est dans ce cadre que s'est tenue hier dans les locaux porto-vecchiaïsi de la chambre de commerce et d'industrie de la Corse-du-Sud, une rencontre entre le député de la République en Marche et un parterre d'élus et d'acteurs liés à la problématique de l'eau. Une rencontre à l'invitation du député de la 2^e circonscription de Corse-du-Sud, Paul-André Colombani, en présence du président de l'Office d'équipement hydraulique de Corse, Saverio Luciani. Ce

dernier avait été auditionné en juin dans le cadre de cette mission d'information parlementaire. L'occasion de présenter les enjeux insulaires et notamment le plan d'adaptation au changement climatique, les problématiques actuelles de la gestion de la ressource hydrique et le projet d'aménagement Acqua Nostra 2050. "Aujourd'hui l'eau est devenue un enjeu sociétal", rappelait-il hier.

"La Corse a saisi l'enjeu"

"Certaines régions comme la Corse ont saisi l'enjeu lié au changement climatique. L'île est l'incubateur de ce qu'il faut faire car elle concentre toutes les problématiques", constate Adrien Morenas.

Après avoir rapidement introduit sa démarche, le débat était lancé. Certains élus à l'instar de Jean-Charles Orsucci, maire de Bonifacio ou encore Jean Pajanacci, président de l'interco du Sartenais-valinco-Taravatu ont sou-



Adrien Morenas (au centre) a consulté, hier à Porto-Vecchio, les élus et les acteurs de l'eau. / PHOTO N.A.

ligné l'importance d'assouplir la réglementation en matière de réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Pour rappel, Bonifacio a ouvert la marche en Corse avec son projet de REUT pour alimenter en eau le golf de Spérone. Un dispositif inauguré fin mai par le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot. "Aujourd'hui cette eau épurée à 99,99% ne permet pas le lavage des bateaux ou encore l'arrosage des espaces verts, c'est une aberration du système sur laquelle les parlementaires doivent se pencher", estime le maire de

Bonifacio. Un constat partagé par le député du Vaucluse qui a dénoncé "l'hypocrisie administrative française" et de rappeler que "le blocage aujourd'hui vient du ministère de la Santé. Nous sommes aussi en retard au niveau européen sur les procédés de dessalinisation de l'eau", regrette Adrien Morenas. D'autres sujets de préoccupation étaient soulevés tels que l'avenir du traitement des boues qui inquiète Michel Rossi, le maire de Ville-di-Pietrabugno ou encore les atteintes à l'environnement des dispositifs d'as-

sainissement non-collectifs auxquelles a fait référence le maire de Figari Claude Pompa. L'occasion d'embrayer sur le manque de moyens des petites communes pour développer leurs systèmes d'assainissement collectif. "J'ai 17 hameaux à desservir", rappelait Claude Pompa. Sur ces points Adrien Morenas a révélé que chaque année la France rendait des fonds européens Feder, "qui pourraient servir à développer les zones rurales".

Là aussi une réflexion doit être menée pour mieux "fléchir" et répartir ces fonds.

L'agriculture a quant à elle été abordée sous le prisme de la filière agrumes avec l'intervention de Simon Pierre Fazi, président de l'AOP clémentine corse qui a témoigné de son dispositif de sondes connectées lui permettant un arrosage optimisé de ses plantations et une économie de plus de 25% sur sa facture d'eau en 3 ans.

Les communes de Porto-Vecchio et de Bonifacio ont enfin présenté leur dispositif de taxation des résidences secondaires, "qui doivent participer à l'effort de la gestion des ressources en eau". Un dispositif qui a particulièrement retenu l'attention du député. "C'est un modèle reproductible." Et de conclure, "nous allons faire remonter toutes ces données qui vont nourrir notre réflexion". Les citoyens sont également conviés à s'exprimer sur ce vaste sujet via une consultation citoyenne accessible sur le site Internet d'Adrien Morenas (www.adrien-morenas.fr).

NADIA AMAR